



**AVENANT N°3 A LA CONVENTION DE FINANCEMENT AU TITRE DU FIQCS
N°960310-597 DU 30/07/2009**

MAISON MEDICALE DE GARDE

ARS / ASSOCIATION SAMBA

Identification des signataires

Entre

L'ARS NORD PAS DE CALAIS

556 Avenue Willy Brandt

59777 EURALILLE

Représentée par son Directeur Général,

Monsieur Daniel LENOIR

dénommé le financeur d'une part

L'association SAMBA

191 Route de Saint Omer

62280 Saint Martin les Boulogne

Représentée par sa Présidente,

Madame le Docteur Nathalie ROUSSELOT

dénommé le bénéficiaire d'autre part

La CPAM de la Côte d'Opale

35 Rue Descartes

62108 CALAIS CEDEX

Représentée par son Directeur

Monsieur Joël QUINIOU

dénommée la CPAM

Vu les articles L162-45, L162-46, L221-1, D221-1 à D221-27, R162-59 à R162-68 du code de la sécurité sociale ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant ré forme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2010 – 1594 du 20 décembre 2010 de fin ancement de la sécurité sociale pour 2011 ;

Vu le décret n°2010 – 336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret du 1^{er} avril 2010 portant nomination de Monsieur Daniel LENOIR en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé du Nord – Pas de Calais ;

Vu le décret n°2010 - 809 du 13 juillet 2010 relat if aux modalités d'organisation de la permanence des soins

Vu le décret n°2010 – 1027 du 30 août 2010 relatif au fonctionnement du fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins et au financement des réseaux ;

Vu la circulaire n° DHOS/DSS/CNAMTS/O1/1B/2007/137 du 23 mars 2007 relative aux maisons médicales de garde et au dispositif de permanence des soins en médecine ambulatoire

Vu les orientations nationales stratégiques du FIQCS pour 2011 ;

Vu le dossier de financement transmis par le promoteur ci-après désigné ;

Vu la décision prise par l'Agence Régionale de Santé le 29 juillet 2009 et la décision modificative du 15 juin 2011 publiées au bulletin des actes administratifs de la préfecture de chacun des départements dans lesquels elle s'applique ;

LA CONVENTION DU 30 JUILLET 2009 EST MODIFIEE COMME SUIV :

AVENANT A L'ARTICLE 2- MONTANT DE LA SUBVENTION

Le financeur accorde au bénéficiaire une subvention financée sur le FIQCS selon les modalités suivantes :

Année	Montant de la subvention allouée sur le FIQCS	Montant total du projet	Part de la subvention allouée par le FIQCS sur le coût total du projet
Du 01/04/2009 au 30/06/2010	44 506€	44 506€	100%
Du 01/07/2010 au 31/12/2010	16 475€	16 475€	100%
Du 01/01/2011 au 31/12/2011	34 550€	34 550€	100%
Total	95 531 €	95 531 €	100%

Le montant total de la subvention ainsi accordé est de 100% des dépenses réellement exposées par le bénéficiaire et est plafonné à hauteur de 95 531€ (quatre vingt quinze mille cinq cent et un euros). Seules les dépenses réellement engagées par le bénéficiaire seront couvertes dans la limite de ce plafond.

Le financement du 1^{er} avril 2009 au 30 juin 2010 se décompose comme suit :

- le solde de la dotation 2008 non utilisée au 31/12/2008 arrêté à 12323 € (douze mille trois cent vingt trois euros),
- la somme de 32183 € (trente deux mille cent quatre vingt trois euros), qui s'impute sur le FIQCS 2009.

Le financement du 1^{er} juillet au 31 décembre 2010 se décompose comme suit :

- la somme de 16475 € (seize mille quatre cent soixante quinze euros), qui s'impute sur le FIQCS 2010.

Le financement du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011, soit la somme de 34550€ (trente quatre mille cinq cent cinquante euros) s'impute sur le FIQCS 2011.

La disponibilité budgétaire et financière de l'enveloppe régionale du FIQCS conditionnera le principe de l'octroi de la subvention ainsi que les dates et les montants des versements.

Toute modification relative à la subvention fera l'objet d'une décision modificative et d'un avenant à la convention en cas de modification du montant. Toute modification relative aux modalités de versement ou d'exécution de la convention fera l'objet d'un avenant à la convention.

AVENANT A L'ARTICLE 3- MODALITES PRATIQUES DE VERSEMENT

3.1. Echancier

3.1.1. Périodicité des versements

Les versements seront effectués comme indiqué dans l'**annexe 2**.

L'ARS s'engage à effectuer les versements au bénéficiaire désigné dans la présente convention en respectant l'échéancier joint en **annexe 2**, sous réserve de production par le promoteur des pièces indiquées en conditions.

3.1.2. Fonds dédiés

Lorsque le financement reçu au titre du FIQCS en N n'a pas pu être utilisé en totalité au cours de l'exercice, l'engagement d'emploi pris par le bénéficiaire envers le financeur est, après accord du financeur, inscrit en charges sous la rubrique « engagements à réaliser sur ressources affectées » (compte 6894) et au passif du bilan dans le compte 194 « fonds dédiés sur subvention de fonctionnement ».

L'année suivante, les sommes inscrites sous cette rubrique sont reprises au compte de résultat au rythme de la réalisation des engagements par le crédit du compte 789 « report des ressources non utilisés des exercices antérieurs.

Dans le cas où les actions financées ne seraient pas mises en œuvre lors de l'exercice suivant, les fonds dédiés doivent être repris et les sommes correspondantes reversées au financeur.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser un suivi des actions et montants inscrits en fonds dédiés.

3.2. Versements

Conformément à l'échéancier, les paiements susvisés seront effectués par l'Agent Comptable de la CPAM de la Côte d'Opale
au compte de l'Association SAMBA
ouvert à la Banque : Crédit Mutuel Nord Europe
tel qu'il ressort du RIB fourni par le bénéficiaire
Banque : 15629
Agence : 02622
Numéro de Compte : 00020084901
Clé : 02

En cas de changement d'organisme financier teneur du compte, le bénéficiaire notifie à l'agent comptable de la CPAM de la Côte d'Opale ses nouvelles coordonnées bancaires accompagnées d'un nouveau RIB ou RIP.

ARTICLE 4- EXECUTION DE LA CONVENTION

Le financement doit être utilisé conformément et dans la limite du budget prévisionnel annuel. Le bénéficiaire s'engage à se doter des outils nécessaires au suivi de ses dépenses et de ses recettes.

4.1. Présentation des documents budgétaires

Le budget prévisionnel est détaillé par postes de dépenses. Il est joint en **annexe 6** à la présente convention. Il est présenté selon la classification comptable suivante :

- Section investissement
- Section charges de personnel
- Section fonctionnement hors charges de personnel

Des mouvements entre les postes de dépenses peuvent avoir lieu à l'intérieur d'une même section mais pas entre les sections. Pour la section « charges de personnel », le bénéficiaire doit au préalable informer par écrit le financeur des mouvements envisagés à l'intérieur de la section.

4.2. Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Le financeur ou tout autre mandataire de son choix, peut procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Le bénéficiaire doit donner toutes facilités au financeur pour la mise en œuvre de ces contrôles.

4.3. Conditions d'utilisation de la subvention

Le bénéficiaire s'engage à utiliser la subvention conformément à son objet, et dans le respect des règles de droit (droit de la concurrence, droit du travail...), et de production des pièces fixées dans la présente convention étant entendu que la responsabilité du financeur ne saurait être recherchée en cas de mise en cause par un tiers.

Le promoteur soumet sans délai au financeur, toute modification juridique ou administrative du projet ou de l'un de ses promoteurs, et plus particulièrement toute modification statutaire.

Le bénéficiaire s'engage à restituer sans délai les financements non utilisés à l'agence comptable de la CPAM chargée d'effectuer les versements au terme du projet.

4.3.1. Non respect des engagements pris par la structure financée

En cas de non respect des engagements souscrits par le bénéficiaire celui-ci est avisé par lettre recommandée avec accusé de réception, précisant les motifs de la suspension des financements.

A compter de la notification de la suspension, le bénéficiaire disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par le financeur.

A défaut de régularisation dans le délai imparti, le financeur aura la faculté de décider du retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception, sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Le financeur se réserve le droit de procéder à une récupération des sommes trop perçues.

4.3.2. Non utilisation de la totalité du financement

Tout ou partie du financement non utilisé au terme de la convention quel qu'en soit le motif devra sur demande du financeur lui être reversé, sans délai.

4.4. Dispositions relatives au redressement ou liquidation judiciaire de l'association financée

L'association en tant que personne morale sans but lucratif mais ayant un objet économique relève du champ des procédures de redressement et de liquidation judiciaire.

Ainsi, en cas de dépôt du bilan par le président de l'association au tribunal de grande instance du siège, ce dernier doit informer par écrit le directeur général de l'ARS, le directeur et l'agent comptable de la CPAM et communiquer le nom, l'adresse et la qualité de l'administrateur judiciaire.

Les paiements seront effectués par l'agent comptable sur la domiciliation bancaire précisée par l'administrateur judiciaire pendant la période d'observation et/ou de poursuite d'activité.

Le non respect de cette obligation d'information à la charge du président de l'association aboutit en cas d'erreur de paiement de l'agent comptable mis en cause par l'administrateur judiciaire à une obligation immédiate de restitution des sommes indûment perçues à la charge du président de l'association.

A cette fin, le budget prévisionnel devra être certifié par l'administrateur judiciaire.

Dans un souci de sécurité, les paiements seront effectués par l'agent comptable mensuellement.

ARTICLE 5- MODALITES DE SUIVI ET D'EVALUATION

5.1. Les rapports annuels d'activité

Au plus tard le 31 mars de chaque année, le bénéficiaire fournit un rapport annuel d'activité du projet au 31 décembre de l'année précédente, dans lequel il indique :

- le nombre de patients pris en charge à la MMG,
- le nombre de médecins libéraux prenant des gardes à la MMG,
- le suivi des indicateurs indiqués en **annexe 1**

5.2. Le rapport d'activité triennal

Le rapport final d'activité devra impérativement être adressé dans un délai de trois mois avant l'échéance triennale du renouvellement.

5.3. Le rapport d'évaluation

Conformément à l'article D.221-12 du Code de la Sécurité Sociale : il est procédé à une évaluation de l'action financée par le FIQCS à l'issue de chaque période de financement et au moins tous les 3 ans lorsque l'aide est attribuée sur une base pluriannuelle.

Cette évaluation doit permettre d'apprécier la validité du projet au regard des objectifs initiaux, des conditions de sa réalisation, de l'offre de soins préexistante, des raisons éventuelles qui peuvent justifier des écarts entre les objectifs initiaux du projet et de la réalisation finale.

Le promoteur s'engage à participer à l'évaluation selon les textes en vigueur, notamment en recueillant et en fournissant les données nécessaires.

ARTICLE 6- DISPOSITIONS DIVERSES

6.1. Propriété et publicité des travaux menés dans le cadre du projet financé

Les dispositions de cet article sont régies par le Code de la Propriété intellectuelle.

6.1.1. Etudes et résultats

Les études et résultats publiés, édités, divulgués sous le nom du bénéficiaire quel que soit le support, devront mentionner le financement du Fonds d'Intervention pour la Qualité et Coordination des Soins.

L'utilisation, par le bénéficiaire, des logos de l'ARS est soumise à la validation du financeur.

Le financeur bénéficie d'un droit à communiquer sur le projet.

6.1.2. Système d'information

Le système d'information du projet répond aux critères d'éligibilité des systèmes d'information des structures de coordination des soins élaborés par le GMSIH et le décret n°2007-960 du 15 mai 2007 relatif à la confidentialité des informations médicales conservées sur support informatique ou transmises par voie électronique fixe le référentiel de sécurité.

Le bénéficiaire s'engage à effectuer, auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, les démarches de déclaration prescrites par la Loi de 1978 et à transmettre la réponse de la CNIL au secrétariat du FIQCS.

La base de données du bénéficiaire et les logiciels utilisés sont protégés par le droit d'auteur et / ou par le droit des producteurs de données.

Le logiciel et le développement des solutions techniques restent la propriété du bénéficiaire.

6.1.3. Autres dispositions

- Le bénéficiaire autorise l'ARS à mettre en ligne sur leurs sites Internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du projet et le cas échéant, créer des liens entre leurs sites et les coordonnées Internet du projet.
- Le bénéficiaire se tient à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales.
- En cas de réseau de santé, il fournit à chaque professionnel de santé concerné un relevé annuel des rémunérations dérogatoires versées par le réseau.

6.2. Condition de résiliation de la présente convention

En cas d'emploi du financement dans un autre but que celui prévu aux articles ci-dessus, la convention sera résiliée de plein droit. La récupération par le financeur de tout ou partie de la subvention octroyée se fera sans préjudice de tout recours en droit commun, comme indiqué dans l'article 4.3.2, tout ou partie du financement non utilisé devra sur demande du financeur lui être reversée, sans délai. L'ARS adressera une lettre recommandée avec AR indiquant le montant devant lui être reversé.

Le bénéficiaire peut également demander la résiliation de la présente convention en adressant une lettre recommandée avec accusé réception à l'ARS précisant cette demande et sa motivation. La décision prend effet 15 jours après réception de la lettre par le financeur. De plus, le bénéficiaire s'engage à restituer tout ou partie de la subvention non utilisée à la CPAM Côte d'Opale sans délai (cf. article 4.3.2).

AVENANT A L'ARTICLE 7- MISE EN ŒUVRE DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature.

La présente convention est conclue pour la durée du financement prévue dans la décision de financement (ou les éventuelles décisions modificatives) soit jusqu'au 31/12/2011.

Le Directeur Général délégué chargé de l'Offre de Soins de l'ARS Nord Pas de Calais, le Directeur et l'Agent Comptable de la CPAM Côte d'Opale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de ladite convention et du suivi de son exécution.

Fait à Lille en quatre exemplaires le 15 juin 2011

Pour l'ARS Nord Pas de Calais

Le Directeur Général, Monsieur Daniel LENOIR

Pour l'Association SAMBA

La Présidente, Madame le Docteur Nathalie ROUSSELOT

Pour la CPAM de la Côte d'Opale,

Le Directeur, Monsieur Joël QUINIOU

TABLEAU DES ANNEXES

ANNEXE 1	Objectifs quantitatifs et qualitatifs du projet
ANNEXE 2	Echéancier des versements
ANNEXE 3	Tableau de suivi de la trésorerie
ANNEXE 4	Etat récapitulatif des factures à compléter aux échéances prévues par l'annexe 3 à la convention.
ANNEXE 5	Attestation sur l'honneur relative aux respects des obligations fiscales et cotisations sociales
ANNEXE 6	Budget accordé pour les années 2009, 2010 et 2011

Annexe 1 : objectifs qualitatifs et quantitatifs du projet

Suivi des objectifs opérationnels du projet	Indicateurs de suivi	Résultat attendu au 31/12/2011 (terme de la convention)	Réalisation de l'objectif au 31/12/2011 (terme de la convention), avec explication de l'écart, le cas échéant
S'intégrer au dispositif organisationnel de la permanence des soins	Nombre d'actes régulés	90% d'actes régulés	
Réaliser un suivi régulier de l'activité de la permanence des soins	Production d'un rapport d'activité	Rapport d'activité remis à l'ARS	

A noter : le rapport d'activité devra présenter

- une description du fonctionnement de la MMG (heures d'ouverture, secteur(s) de garde couvert(s), nombre de médecins généralistes...)
- le nombre de patients reçus par la MMG sur l'année avec un état comparatif par rapport à l'année précédente ;
- l'origine des patients ;
- l'âge des patients ;
- les motifs de consultation ;
- les décisions prises ;
- la provenance des patients (régulation libérale, services des urgences, entrée directe...).

Annexe 2 : échéancier des versements

N° de versement	Date	Montant	Conditions
Premier versement	1/08/2009	80% du montant de la subvention soit 20 096 euros.	➤ signature de la convention
2	A compter du 15 décembre 2009	solde de la subvention soit au maximum 12 087 euros.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ d'une consommation des crédits à hauteur de 70% des versements. La trésorerie sera indiquée dans le tableau en annexe 3. ➤ d'un état récapitulatif des dépenses acquittées payées du 01/04/2009 au 30/11/2009 et prévisionnelles du 01/12/2009 au 30/06/2010 signé par le comptable/trésorier et le Président/Directeur, figurant en annexe 4. ➤ d'une attestation sur l'honneur relative aux respects des obligations fiscales et cotisations sociales figurant en annexe 5.
3	01/07/2010	1/2 du montant de la subvention du 2 ^{ème} semestre 2010 soit 8 000 euros.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ d'une consommation des crédits FIQCS déjà perçus à hauteur de 70%. La trésorerie sera indiquée dans le tableau en annexe 3 ➤ d'un état récapitulatif des dépenses prévisionnelles du 01/07/2010 au 31/12/2010 signé par le comptable/trésorier et le Président/Directeur, figurant en annexe 4. ➤ d'une attestation sur l'honneur relative aux respects des obligations fiscales et cotisations sociales figurant en annexe 5.
4	A compter du 01/10/2010	Versement du solde de 8 475€ dans le respect de l'article 2 permettant la couverture des dépenses autorisées et réellement réalisées par le bénéficiaire durant la période globale de financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ d'une consommation des crédits FIQCS à hauteur de 80%. La trésorerie sera indiquée dans le tableau en annexe 3 ➤ d'un état récapitulatif des dépenses acquittées payées du 01/07/2010 au 31/12/2010 et prévisionnelles du 01/01/2011 au 31/12/2011 signé par le comptable/trésorier et le Président/Directeur, figurant en annexe 4. ➤ d'une attestation sur l'honneur relative aux respects des obligations fiscales et cotisations sociales figurant en annexe 5. ➤ transmettre au terme de la convention un bilan des actions conduites (rapport d'activité final), décrivant les résultats du projet au regard des prévisions figurant en annexe 1

N° de versement	Date	Montant	Conditions
5	A compter du 01/06/2011	Premier versement de la subvention annuelle 2011, soit 27 640 euros	➤ signature de l'avenant n°3
6	A compter du 01/11/2011	Solde de la subvention annuelle 2011, soit 6910 euros.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ d'une consommation des crédits à hauteur de 80% du versement 2011 déjà effectués soit au minimum <u>22112 euros</u>. La trésorerie sera indiquée dans le tableau en annexe 3. joindre l'état des dépenses au 30/09/2011 (annexe 6) signé. ➤ d'un état récapitulatif des dépenses acquittées payées (au 30/09/2011) et prévisionnelles (du 01/10 au 31/12/2011) signé par le comptable/trésorier et le Président/Directeur, figurant en annexe 4. ➤ d'une attestation sur l'honneur relative aux respects des obligations fiscales et cotisations sociales pour l'année en cours, selon le modèle figurant en annexe 5. ➤ Avoir présenté au plus tard 1 mois après la clôture de l'exercice comptable, un budget exécuté de l'année 2010 en recettes et dépenses sous la forme d'un bilan et d'un compte de résultat à l'ARS ➤ Transmettre à l'ARS une copie des contrats passés avec des prestataires externes au cours de l'année en cours ➤ Transmettre un état de la réalité des co-financements obtenus à l'ARS pour l'année en cours

Annexe 3 : tableau de suivi de la trésorerie prévu par l'annexe 2.

Date

Nom du promoteur : Association SAMBA

Echéance n° :Montant du/des versement(s) déjà effectués dans l'année en coursAnalyse à partir de la Trésorerie arrêtée au:

La situation de trésorerie au	montre que les disponibilités s'élèvent à	euros
<u>A déduire :</u>		
- Dépenses prévisionnelles d'investissement du xx/xx/xx au xx/xx/xx		- euros
- Dépenses prévisionnelles de personnel du xx/xx/xx au xx/xx/xx		- euros
- Dépenses prévisionnelles de fonctionnement hors charges de personnel du xx/xx/xx au xx/xx/xx		- euros
- Dépenses prévisionnelles relatives aux dérogations tarifaires du xx/xx/xx au xx/xx/xx *		
<u>A rajouter :</u>		
- Paiement le de la subvention complémentaire au xx/xx/xx de		+ euros
Soit un excédent de trésorerie au xx/xx/xx estimé à		euros

Observations :**Annexe 4 : état récapitulatif des factures à compléter aux échéances prévues par l'annexe 2.**

Date d'établissement de la facture	Fournisseurs	Ligne budgétaire correspondante du budget FIQCS accordé	Montant de la facture TTC	Montant total de la facture à retenir sur le FIQCS
DEPENSES ACQUITEES				
		Total		
DEPENSES PREVISIONNELLES				
		Total		

Signature
du comptable/trésorierSignature
du Président/Directeur

Annexe 6 : budget accordé pour les années 2009, 2010 et 2011

MMG DE BOULOGNE SUR MER
Association Samba
Budget du 1/04/2009 au 31/12/2011

Postes de dépenses	Financement du 1/04/2009 au 30/06/2010	Financement du 1/07/2010 au 31/12/2010	Financement du 1/01/2011 au 31/12/2011	Total du 01/04/2009 au 31/12/2011
INVESTISSEMENT				
Matériel informatique	2493			2493
Logiciel informatique	200			200
Matériel médical	500			500
TOTAL INVESTISSEMENT	3193			3193
FONCTIONNEMENT				
Frais généraux				
Assurance	1063	425	800	2288
Fournitures petits matériels	750	300	800	1850
Fournitures médicales	3125	1250	200	4575
Frais Postaux + Tél + Internet	1875	750	1000	3625
Locaux et charges et frais d'entretien	5875	2350	6300	14525
Maintenance informatique	750	300	550	1600
Réunion du comité exécutif	3750	1500	3000	8250
Total Frais Généraux	17188	6225	12650	36063
Rémunérations et Honoraires (charges incluses)				
Expert comptable	6000	3000	5900	14900
Secrétariat	12500	5000	11500	29000
Médecin coordonnateur	5625	2250	4500	12375
Total Rémunérations et Indemnités	24125	10250	21900	56275
TOTAL FONCTIONNEMENT	41313	16475	34550	92338
DEPENSES DEROGATOIRES				
-	0	0	0	0
TOTAL DEROGATIONS	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	44506	16475	34550	95531